

# BILLET DES SOCIALISTES DE LA COMMISSION DES FINANCES



## Budget 2025 : un cap qui affaiblit nos territoires et nos services publics

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2025, adopté en commission mixte paritaire (CMP) par la majorité présidentielle et la droite et à l'Assemblée nationale en recourant au 49-3 entérinent des choix budgétaires inquiétants. Sous couvert d'équilibres comptables, le PLF 2025 impose des coupes brutales qui fragilisent nos collectivités, nos services publics et les piliers de la solidarité nationale.

Malgré une opposition déterminée, certaines mesures inacceptables ont été maintenues : 2,2 milliards d'euros directement ponctionnés aux collectivités locales, affaiblissant leur capacité à investir et à assurer des services essentiels. Moins de moyens pour l'écologie, l'enseignement supérieur et la recherche, alors que ces secteurs sont au cœur des défis à venir. Un budget du sport et du monde associatif en forte diminution, menaçant le dynamisme local et l'accès de toutes et tous à des pratiques éducatives, culturelles et sportives.

Pourtant, ce sont ces mêmes collectivités qui, chaque jour, répondent aux besoins des citoyens. Elles financent les écoles, les transports, la santé de proximité, la rénovation énergétique des bâtiments publics. Ce sont elles qui soutiennent le tissu associatif, culturel et sportif, qui maintiennent la vitalité économique et sociale de nos territoires. Leur imposer de telles restrictions budgétaires, c'est affaiblir directement les services publics et creuser les inégalités entre les territoires.

Certes, sous la pression des parlementaires de gauche, quelques avancées ont pu être obtenues : maintien de 4 000 postes d'enseignants, annulation de coupes dans le remboursement des soins, moyens supplémentaires pour l'hôpital et la justice. Mais ces concessions ne suffisent pas à masquer la logique d'austérité qui traverse ce budget.

Ce que propose ce Gouvernement, c'est une gestion au coup par coup, sans vision, qui privilégie les équilibres financiers à court terme au détriment d'une vraie stratégie d'investissement. Alors que la crise climatique, les fractures sociales et le nécessaire développement économique durable exigent des choix ambitieux, nous assistons à un désengagement progressif de l'État et à un transfert des responsabilités vers les collectivités, sans les moyens nécessaires pour y faire face.

Nous refusons cette logique. Il est urgent de remettre la justice sociale et territoriale au cœur des priorités budgétaires. Cela passe par une fiscalité plus équitable, un financement renforcé des services publics locaux, un soutien massif à la transition écologique et à l'innovation. La maîtrise budgétaire ne doit pas être un prétexte pour démanteler les outils de la solidarité et du progrès.

Le Parti socialiste incarne une autre voie, celle d'un équilibre entre responsabilité budgétaire et ambition sociale. Ce combat est plus que jamais essentiel. Il ne s'agit pas seulement de chiffres et de tableaux financiers, mais de la vie quotidienne des Françaises et des Français et de l'avenir de nos territoires.

**Éric Jeansannetas, sénateur de la Creuse**